

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris¹⁰^e

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2016

MOBILISATION contre la casse du service postal dans le 10^e

La campagne de pétitions lancée par les militants communistes et les syndicalistes CGT pour s'opposer au projet de fermeture du bureau de poste de la gare du Nord rencontre un vif succès.

Car une telle décision pénalisera les habitants du quartier contraints de se déplacer plus loin. Elle pénalisera également les usagers de la banlieue travaillant à Paris qui sont nombreux à l'utiliser, leur bureau de poste n'étant pas ouvert au moment de leur départ et déjà fermé à leur retour.

La décision de la SNCF de récupérer les locaux utilisés par La Poste a pour seul but d'installer des commerces pour lui rapporter davantage de recettes au détriment de l'intérêt des usagers et du service public postal.

Lors du conseil d'arrondissement du 19 octobre dernier, les élus communistes ont dénoncé la politique de casse du service postal, menée par la direction de La Poste, qui se traduit par des réductions d'horaires d'ouverture et des fermetures de bureaux : celui de la Gare de l'Est a fermé fin juillet, celui de la rue René Boulanger doit fermer prochainement.

Les élus PCF ont présenté un vœu demandant le maintien du bureau de poste de la Gare du Nord. Ce vœu a été adopté, mais sans le soutien du Maire du 10^e ni de plusieurs élus socialistes.

Les communistes poursuivront leur mobilisation pour la sauvegarde du service public postal. Cette mobilisation est en bonne voie : la pétition initiée par le PCF et la CGT a déjà permis, en quelques jours, de récolter plus de 1 000 signatures.



signature de pétitions en présence de Didier Le Reste contre le projet de fermeture du bureau de poste de la gare du Nord La Poste a déjà fermé 16 bureaux à Paris et 15 autres sont menacés

URGENCE À AGIR ENSEMBLE

pour une politique d'accueil digne des migrants

Depuis trop d'années, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vivaient, ou plutôt survivaient, dans la jungle de Calais dans des conditions indignes traduisant l'échec des politiques européennes d'asile. Le démantèlement du campement de près de 6 400 personnes le 24 octobre dernier ne résout pas fondamentalement la question, car cela a entraîné le gonflement de campements existants, comme celui du secteur Stalingrad.

Depuis de nombreux mois, les élus communistes alertent sur la nécessité d'une politique d'anticipation pour faire face à la crise migratoire mondiale. Paris a d'ores et déjà agi en lançant, en coopération avec la Mairie PCF d'Ivry, la création de deux centres humanitaires. C'est indispensable et salutaire pour le millier de personnes qui y seront accueillies. Mais ces centres seront saturés dès leur ouverture.

La situation est insupportable. L'État doit entendre l'exaspération des migrants et des Parisiens. Cessons la politique du coup par coup. Cessons de compter les évacuations... L'État doit prendre les responsabilités qui lui reviennent ! Les initiatives locales, individuelles ou collectives, de solidarité que nous saluons sont la preuve que des solutions humaines peuvent être trouvées. L'État doit piloter et donner un cadre d'action commun, des moyens aux villes, aux associations, aux habitants qui sont disponibles à travers la France pour agir.

À Paris, commençons par réquisitionner les immeubles vides ! Les élus communistes du 10^e ont par exemple proposé dès le mois de février la réquisition du 191 quai de Valmy, vide depuis plus de 10 ans. Cette demande transmise à Emmanuelle Cosse, la ministre du Logement, reste pour l'instant sans réponse.

À l'inverse de la politique guerrière et interventionniste de la France, construisons des partenariats de développement, seule solution pour une paix et une stabilité durables.

Didier Le Reste

conseiller PCF de Paris en charge de la Politique de la ville dans le 10^e



EXPULSIONS LOCATIVES

3 questions à Dante Bassino, adjoint PCF au Logement dans le 10^e

Que faites-vous contre les expulsions locatives ?

Après un jugement, la Préfecture de Police met en œuvre l'expulsion. Nous avons interpellé le Préfet à plusieurs reprises par des vœux votés en Conseil d'arrondissement sur proposition des élus communistes pour qu'il renonce aux expulsions tant que les personnes ne bénéficient pas d'une proposition de relogement adapté.

Toutes les personnes menacées pourront avoir un logement social ?

Nous faisons le maximum pour créer du logement social, mais il faut surtout faire reculer la spéculation et donc faire diminuer les expulsions. L'expulsion avec le concours de la force publique est dans de nombreux cas un appui à la spéculation immobilière qui chasse de Paris celles et ceux qui n'ont pas des salaires élevés.



Comment empêcher cela ?

La mobilisation du plus grand nombre est indispensable. Seul le rapport de forces fera reculer la Préfecture de Police et changer la loi pour protéger les habitants contre la spéculation.

La réaction au niveau local est indispensable. Cela peut commencer par la participation aux manifestations. Plus nous serons nombreux, plus la Préfecture entendra !

Ces derniers mois, trois familles qui étaient menacées d'expulsions locatives dans la 10^e ont pu rester dans leur logement après qu'avec les militants communistes nous ayons fait signer des pétitions, organisé des rassemblements... Cela montre qu'en se mobilisant, on peut y arriver.

D'autres familles ont pu rester dans leur appartement grâce à mon intervention. Je continuerai à être aux côtés des familles menacées d'expulsion.

Apple doit payer ses impôts !



Jean-Noël Aqua, conseiller communiste de Paris a présenté devant l'Apple Store Opéra les propositions du PCF en matière de lutte contre l'évasion fiscale

À l'appel du PCF, le samedi 22 octobre dernier s'est tenu à Paris un rassemblement devant le magasin Apple à l'Opéra afin de dénoncer les pratiques de ce champion de l'évasion fiscale.

Apple vient d'être condamné par la Commission européenne à rembourser aux États européens 13 Md d'euros. Grâce à

un « arrangement » avec Dublin qui lui permet d'échapper à l'impôt, Apple rapatrie depuis 1991 ses bénéficiaires en Irlande. L'entreprise ne paie que 0,005% d'impôt en Europe, alors que les entreprises françaises sont imposées sur la base de 33%.

Beaucoup d'autres multinationales font de même et au total le manque à gagner pour la France est estimé entre 60 et 80 Md d'euros chaque année. Une somme considérable qui serait bien utile pour l'école, la santé, la justice, la sécurité, les équipements publics et tous les autres services publics indispensables aux citoyens.

COLLECTIF NON AU CDG EXPRESS poursuite de la mobilisation contre ce grand projet inutile

Le collectif pluraliste *Non au CDG Express* a multiplié les initiatives (diffusions de tracts, communiqués, auditions parlementaires...) relayées par des interventions de parlementaires communistes à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Le CDG Express, qui prévoit de relier la Gare de l'Est à Roissy en direct et « en aérien » en utilisant les voies de l'actuelle ligne B, sera source de nombreuses nuisances pour les territoires traversés (sonores, retards aggravés sur les lignes B et K...) sans amélioration pour les usagers quotidiens des transports franciliens.

Le prix exorbitant du trajet (24€ aller simple) ne suffira toujours pas à financer ce projet au coût pharaonique de près de 2 milliards d'euros. La commission d'enquête publique pointe d'ailleurs « qu'il est, pour elle, difficile d'apprécier le bien-fondé des dépenses ». On ne peut donc que regretter que le rapport de la commission d'enquête ait été publié après l'examen de la loi en passage accéléré à l'Assemblée nationale !

Les différentes initiatives du collectif ont pu faire progresser l'idée que ce projet n'est pas d'intérêt général, donc pas d'utilité publique. Il y a mieux à faire avec l'argent public, d'où la nécessité et la pertinence des propositions alternatives. Afin de continuer à porter ces propositions, le collectif s'est structuré en association, avec un bureau représentatif des parties composantes du collectif (syndicats, associations, élus, citoyens...), présidé par Didier Le Reste.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10e
www.pcfparis10.fr

ATTENTION : pour voter en 2017, s'inscrire avant le 31 décembre 2016

L'année prochaine, les 23 avril et 7 mai 2017, aura lieu l'élection présidentielle. Les 11 et 18 juin, ce seront les élections législatives. Deux scrutins extrêmement importants qui redessineront la France pour les 5 ans à venir. Pour pouvoir voter, il faut être inscrit sur les listes électorales. Deux conditions seulement : avoir la nationalité française et être âgé de plus de 18 ans. Vous avez jusqu'au 31 décembre 2016 pour vous inscrire ou effectuer votre changement d'adresse, en mairie du 10^e.

57 BOULEVARD DE STRASBOURG

les patrons voyous condamnés à un an de prison ferme

Les 18 grévistes du 57 bd de Strasbourg ont été réguliers le 10 avril 2015. Une première victoire après plus de 10 mois d'une lutte excessivement forte pour la dignité humaine. Cette lutte a débuté en 2014, lorsque les travailleurs, essentiellement des femmes, ont décidé de relever la tête pour être considérés comme n'importe quel autre travailleur de France. Depuis, des avancées importantes ont été marquées.

Le 29 juin 2016, le Conseil des Prud'hommes a condamné les patrons-voyous du salon de coiffure à leur payer leurs arriérés de salaires, leurs heures supplémentaires et des dommages et intérêts. La plainte des travailleurs et de la CGT pour emploi de personnes en situation de vulnérabilité a été jugée le 10 novembre 2016. Les patrons ont été condamnés à un an de prison ferme.

Cette condamnation est un signal extrêmement fort envoyé à l'ensemble des patrons de ce secteur qui ne peut plus être une zone de non-droit : les lois doivent s'y appliquer comme sur le reste du territoire.

C'est le sens de la demande des élus communistes d'intégrer dans le cadre du Contrat local de prévention et de sécurité une fiche/action centrée sur la lutte contre le travail dissimulé à Château-d'Eau.

Cette fiche prévoit notamment de rassembler travailleurs, syndicats, patrons, habitants et Mairie pour faire respecter le droit des travailleurs et en finir avec l'exploitation des sans-papiers. Les communistes du 10^e seront attentifs à la mise en application de cette fiche.



le 10 avril 2015, les travailleurs et travailleuses du salon de coiffure du 57 bd de Strasbourg posent avec leurs titres de séjour à la sortie de la Préfecture

Cette lutte emblématique du 10^e arrondissement a suscité des créations culturelles. Le 1^{er} décembre prochain, est prévue, à la Bourse du travail (3 rue du Château-d'Eau), la présentation du livre de photographies de la lutte par Laurent Hazgui, en présence des travailleurs et de Didier Le Reste.

Le Festival de Martigues verra, en avant-première le 24 novembre prochain, la projection du film *Boulevard en lutte*, de Nathanaël Jousselein, qui montre qu'une lutte, si dure soit-elle, peut au final être victorieuse et contribuer à changer, dans la durée, un quartier...

RENCONTRE/DÉBAT AVEC LES ÉLUS PCF DU 10^e



Depuis le 31 mars 2014, la majorité municipale du 10^e compte trois élus PCF : Didier Le Reste, Dominique Tourte et Dante Bassino. Ils ont pris l'engagement de rendre compte régulièrement de leur action devant les habitants du 10^e. Comme ils l'ont déjà fait en 2015, ils vous proposent de vous retrouver pour échanger sur leur bilan et les projets : politique de la ville, crèches, logements, mais aussi sauvegarde du service public, écoles, halle alimentaire, aide aux migrants, salle de consommation à moindres risques...

**MARDI 29 NOVEMBRE 2016 à 19H
à L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE AQUEDUC**

CONSOMMATION DE DROGUES À MOINDRES RISQUES

la salle enfin inaugurée !

La France a été, le 11 octobre dernier, le onzième pays à inaugurer une salle de consommation de drogues à moindres risques (SCMR).

Cette salle a un double objectif : réduire les risques sanitaires en évitant la consommation sur la voie publique (transmission de maladie, overdoses...) et améliorer la tranquillité publique.

Cette salle, gérée par l'association Gaïa, est ouverte au 4 rue Ambroise Paré (porte séparée de l'hôpital Lariboisière) tous les jours de 13h30 à 20h30.

Une vingtaine de professionnels y travaillent : infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues, médecins... Un accueil social y est aussi assuré dans la salle, à destination première des personnes en situation d'extrême précarité.

L'ouverture de la SCMR résulte d'un combat de nombreuses années lors desquelles les communistes ont toujours soutenu cette

démarche. C'est Alain Lhostis, alors adjoint à la Santé au Maire de Paris et élu PCF du 10^e, qui a initié le projet.

Un comité de pilotage a été lancé, regroupant les associations et riverains du quartier, ainsi que des représentants des élus du conseil d'arrondissement (Dante Bassino pour le PCF), pour évaluer les modalités de fonctionnement de cette salle et apporter les ajustements éventuellement nécessaires.

la salle de consommation à moindres risques a ouvert le 17 octobre au 4 rue Ambroise Paré dans un local situé à proximité de l'entrée de l'hôpital Lariboisière



ECO-RÉNOVONS PARIS

objectif 1000 immeubles

Ce programme a été présenté le 12 mai 2016 par lan Brossat, adjoint communiste au *Logement* à la Mairie de Paris. L'objectif est d'encourager la rénovation énergétique des immeubles d'habitat privé. Un budget de 51M d'€ est prévu pour venir en aide aux copropriétés qui se sont portées candidates et ont été retenues dans la cadre d'un appel à candidatures échu le 31 octobre (2 autres sont prévus en 2017 et 2018). Seront prioritairement retenus les immeubles qui offrent un réel potentiel d'amélioration thermique (plus de 15%).

Ces copropriétés bénéficieront d'un accompagnement gratuit tout au long du projet (diagnostic, définition des travaux, montage financier et recherche des différentes aides). Ce programme ambitieux prévoit également des aides complémentaires pour la surélévation des bâtiments et pour des projets de végétalisation.

Dans le but de sensibiliser les copropriétés, une réunion s'est tenue le 15 septembre à la mairie du 10^e en présence de l'Agence parisienne du Climat (APC) et du cabinet Urbanis en charge du suivi des projets retenus.

Dante Bassino, adjoint au Maire du 10^e pour le *Logement*, soutient cette opération qui fait suite à celles menées dans le parc social de la ville. Il a rappelé qu'il avait déjà suivi une première opération réalisée sur un périmètre



autour de la place de la République qui a permis de rénover énergétiquement une soixantaine de copropriétés.

243 RUE LA FAYETTE menace sur les locataires

L'immeuble situé au 243 rue La Fayette appartient à l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris (AP-HP). Celle-ci avait confié sa gestion à un bailleur social, Elogie. Mais le 1er juin dernier, l'AP-HP a repris l'immeuble en gestion directe.

Depuis, l'AP-HP fait peser d'importantes menaces sur les occupants en annonçant sa volonté de mettre fin aux baux de ses anciens salariés locataires, maintenant retraités, et déclare que les loyers ne seront plus au tarif social. Cette volonté de faire partir les locataires actuels

s'exerce au nom de la volonté affichée de loger des personnels actifs qui en ont besoin. Mais il est permis de douter de la sincérité de l'AP-HP alors qu'elle annonce sa volonté de pratiquer des loyers libres. Une chose est sûre, c'est qu'il n'est pas acceptable que l'AP-HP chasse ses propres personnels ayant toujours vécu à Paris parce qu'ils sont maintenant retraités.

Dante Bassino, adjoint PCF au Maire du 10^e en charge du *Logement*, a présenté un vœu lors du Conseil d'arrondissement du

12 septembre dernier. Ce vœu, voté par les élus PCF et PS, demande que les locataires du 243 continuent de bénéficier des mêmes droits que les autres habitants de logements sociaux, en terme de loyer et de droit au maintien dans les lieux.

LA HALLE ALIMENTAIRE DE KELBONGOO À BICHAT-TEMPLE plébiscitée au budget participatif !

Les élus communistes ont inscrit dans le programme de la municipalité parisienne la création de halles alimentaires. L'objectif ? Proposer des produits en circuit court, de qualité et à des prix accessibles à tous, en garantissant une juste rémunération des producteurs.

Dans ce cadre, le Conseil de Paris vient de voter en novembre une subvention qui permet de lancer les premiers travaux d'aménagement de la Halle dans le 10^e. Cette volonté a trouvé un large écho chez les habitants du 10^e qui ont désigné ce projet, porté par *Kelbongoo* au 4 rue Bichat, lauréat du budget participatif 2016. Un coup de pouce supplémentaire pour le développement de ce projet ambitieux !

Rendez-vous en avril prochain pour l'inauguration de la halle et la dégustation des produits !

aujourd'hui ces 6 milliardaires maîtrisent 90% de notre information



de gauche à droite :

Patrick Drahi, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère, Serge Dassault, Francis Bouygues, Vincent Bolloré



www.pcf.fr